

MOUSSA TOUATI

À ORAN :

«Si le scrutin
avait eu lieu
à bulletin
secret, les
résultats
auraient été
autres»

Ayant pris part ce jeudi à une rencontre des élus de l'ouest du pays, Moussa Touati, président du FNA, a d'emblée réaffirmé la position de son parti quant à la révision de la Constitution. Il considère que les amendements en question «sont en fin de compte adoptés par des élus qui, eux-mêmes ne représentent que 30% de la population, vu le taux d'absentéisme important aux législatives».

Au sujet du vote par un oui «inattendu», de 6 parmi les élus nationaux de son parti sur les 15 et qui n'ont pas tenu compte des directives du parti, ils devront dire «rendre des comptes aux bureaux et aux électeurs des wilayas qui les ont mandatés, en plus du fait qu'ils sont passibles de sanctions», précise-t-il.

Revenant sur le refus des décideurs à recourir à la voie référendaire, puis réfutant également le vote à bulletin secret pour les élus de la nation, le président du FNA estime que si tel avait été le cas, les résultats du scrutin auraient été autres.

M. Touati réaffirme sa position concernant la Constitution. «Je suis contre ces amendements, mais je suis également contre la constitution actuelle et celle qui l'a précédée car aucune n'émane de la volonté populaire.» Toutefois, tient-il à préciser, malgré l'opposition de son parti, ce dernier respectera les résultats de ces amendements dans le seul et unique souci de protéger les institutions de l'Etat.

A. B.

LOI PORTANT RÉVISION CONSTITUTIONNELLE

En attendant la promulgation

La loi portant révision de la Constitution devrait entrer en vigueur dans les prochains jours. Le texte attend d'être publié au Journal officiel. Outre le changement de statut du chef de l'exécutif, Bouteflika pourrait procéder à un remaniement ministériel.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Le processus d'amendement de la loi fondamentale du pays est en voie d'être finalisé. Celui-ci a débuté officiellement par la signature d'un décret présidentiel portant révision de la Constitution. Après le passage en Conseil des ministres, l'avis du Conseil constitutionnel puis l'adoption par le Parlement, le texte attend juste d'être promulgué.

Hier, soit 48 heures après le «plébiscite» du pouvoir législatif, la loi portant révision de la

Constitution n'était toujours pas publiée au *Journal officiel* de la République algérienne.

Cette formalité devrait néanmoins être accomplie en début de semaine.

Pour se mettre en conformité avec les nouvelles dispositions de l'article 77, Ahmed Ouyahia devra remettre sa démission en qualité de chef de gouvernement. «Le poste de chef du gouvernement cessera d'exister après la promulgation de la Constitution. Ma démission interviendra comme un acte

constitutionnel», avait, à ce titre, affirmé Ahmed Ouyahia lors de la conférence de presse animée mercredi au palais des Nations.

Pour nommer un Premier ministre — poste qui devrait revenir à Ahmed Ouyahia — Bouteflika devra signer un décret présidentiel. Un remaniement ministériel pourrait également intervenir dans ce sillage.

On annonce, depuis quelques jours, la possibilité d'un changement au niveau de quelques départements. Une reconfiguration qui serait liée à l'approche de la présidentielle de 2009.

Reste toutefois une inconnue : la nomination d'un ou de plusieurs vice-premiers ministres.

«Il (le président de la République) peut nommer un ou plusieurs vice-premiers ministres afin d'assister le Premier ministre dans l'exercice de ses fonctions et mettre fin à leurs fonctions», stipule l'alinéa 7 de l'article 77 de la nouvelle Constitution.

Les informations les plus contradictoires circulent actuellement sur la nomination ou non de vice(s)-premier(s) ministre(s). Dans la mise en place du nouvel échiquier politique, on sait, toutefois, que Abdelaziz Belkhadem, qui est actuellement ministre d'Etat représentant personnel du président de la République, n'est pas intéressé par ce poste.

«Le poste de vice-premier ministre ne nous a pas été proposé. Si le président

de la République me le proposait je le refuserais», avait indiqué, mercredi, à la presse, le secrétaire général du Front de libération nationale.

Des sources proches du Mouvement de la société pour la paix, parti membre de l'Alliance présidentielle, précisent que Bouguerra Soltani aurait, lui aussi, refusé d'être le futur adjoint d'Ahmed Ouyahia. «Soltani a confié à des cadres du parti avoir été officiellement contacté par la présidence de la République au sujet du poste de vice-premier ministre. Cependant, il a tenu à préciser avoir rejeté cette offre. Il aurait à son tour proposé le nom d'une autre personnalité de sa formation», soulignent nos sources.

T. H.

RENCONTRE OFFICIERS DE LA WILAYA IV- GÉNÉRAL DE GAULLE

LE 10 JUIN 1960

Youcef El-Khatib : «Ce n'était pas un acte de trahison»

Une conférence historique sous le thème «Affaire de l'Elysée entre la vérité et la rumeur» a été animée jeudi à Alger par Youcef El-Khatib, dit Colonel Si Hassane, de la Wilaya IV.

Lotfi Mérad - Alger (Le Soir) - A travers cette conférence organisée par la Fondation de la Wilaya IV historique, Youcef El-Khatib voulait lever le voile sur les tenants et les aboutissants de cette affaire qui continue de susciter la polémique et demeure entourée de beaucoup de zones d'ombre.

L'affaire dite de l'Elysée (ou l'affaire Si Salah du nom de guerre de Mohamed Zaâmour, alors officier de l'Armée de libération nationale ALN) a pris fin avec l'exécution de Si Halim en août 1960 et la mort de Si Salah (Mohamed Zaâmour) dans une embuscade à M'chedallah, en juillet 1961, et de Si Mohamed (Omar Bounaâma) en août 1960, dans une cache à Blida,

d'une rafale de mitraillette. Si Mohamed, Si Salah et Si Lakhdar (Lakhdar Bouchemaa), trois officiers de la Wilaya IV, formaient la délégation qui avait été reçue le 10 juin 1960 à l'Elysée par le président de la République française le général de Gaulle.

Les deux parties avaient discuté des modalités de mise en œuvre du processus d'autodétermination proposé par la France coloniale. «Le colonel Si Lakhdar avait auparavant contacté à deux reprises les membres du GPRA pour connaître leur position vis-à-vis de la proposition du général de Gaulle sur le processus d'autodétermination. N'ayant pas obtenu de réponse à ces missives, Si Halim et Si Lakhdar avaient pris alors l'initiative de contacter le général de Gaulle sans concertation préalable avec les commandements des autres wilayas historiques. Des contacts entrepris par le biais de Mazighi, cadi de Médéa, avec le ministre français de la Justice,

Edmond Michelet, et qui avaient abouti à une rencontre au palais de l'Elysée», témoigne Si Hassane en ajoutant qu'aucun «accord n'avait pu être conclu entre les deux parties».

Cette mission a valu à trois membres de la Wilaya IV, Si Lakhdar, Si Halim et Si Abdellatif des sanctions dont la plus sévère fut la peine de mort infligée à Si Halim. «Les sanctions prononcées étaient, certes, très dures mais il faut les mettre dans le contexte de l'époque», précise-t-il. En soulignant, paradoxalement, que l'initiative prise par les membres de la délégation était loin d'être un «acte de trahison».

Et dans une lettre manuscrite de l'un des membres de la délégation partie négocier en France, en l'occurrence Si Mohamed, il avait clairement écrit qu'«(il) avait été contraint à prendre part à ces négociations» et qu'«il s'était plié à cette exigence par peur» des représailles. Une lettre dans

laquelle il n'hésitera pas à qualifier ceux qui l'ont obligé à y participer de «salauds».

Youcef El-Khatib a tenu à rappeler, néanmoins, que ce problème avait été réglé par le conseil de la Wilaya IV. Un épisode qui n'avait, selon lui, pas eu d'incidence négative sur la poursuite de la lutte pour l'indépendance. Quarante-six ans après le recouvrement de l'indépendance, l'affaire de l'Elysée comme beaucoup d'autres pages de l'histoire de la guerre de Libération nationale reste entourée de beaucoup de zones d'ombre.

L'initiative des officiers de la Wilaya IV a été très mal accueillie par les représentants du FLN à l'étranger. «Ils se croyaient seuls légitimes à parler au nom du peuple algérien, eux qui vivaient dans l'opulence et le confort des grandes capitales occidentales et arabes loin des bombardements de l'armée française», déplore un ancien moudjahid.

L. M.

COMMUNIQUÉ DU CCDD

Debout pour résister ensemble au viol de la Constitution !

«Le peuple algérien est un peuple libre, décidé à le demeurer. Son histoire est une longue chaîne de luttes qui ont fait de l'Algérie de toujours une terre de liberté et de dignité.»

Préambule
de la Constitution

Plusieurs partis politiques ainsi que différentes personnalités, appartenant à diverses sensibilités, ont exprimé leur opposition à la révision de la Constitution en vue d'un troisième mandat, dont le général Benyellès qui, tout en interpellant société politique et civile, s'est interrogé, au sujet de la réaction à avoir face au fait accompli : «Faut-il abdiquer et se taire ?»

Il est évident qu'il ne faut accepter ni le fait accompli, ni

abdiquer et, encore moins, se taire. Il faudra d'abord compter sur nous-mêmes, et organiser la résistance à ce nouveau hold-up constitutionnel, à ce coup d'Etat qui, ne s'avouant pas, veut, au contraire, se draper de la légitimité et de la souveraineté populaires, piétinées sans état d'âme depuis bien longtemps, notamment, depuis un certain 19 juin 1965.

Récemment, la Russie a donné l'exemple du respect de sa Constitution, contrat fondamental qui lie un peuple à ses gouvernants. Plus récemment aussi, les citoyens américains, en élisant un homme noir de quarante-sept ans à la présidence de la première puissance mondiale, ont balayé de nombreux tabous, en participant en masse au changement qui

s'annonce pour eux et, probablement, pour la planète.

Faut-il que l'Algérie du 1^{er} Novembre 1954, qui a vu tout un peuple décidé à mourir pour sa liberté, arracher son indépendance au prix fort, aille rejoindre, au déni de ses valeurs de résistance et de sacrifice, les mauvais élèves de la planète qui s'accommodent de dictatures à vie ?

Le CCDD a déjà pris position sur ces questions fondamentales en appelant à réagir, sous les formes qui conviennent le mieux, à tout coup d'Etat constitutionnel.

Le CCDD avait appelé, il n'y a pas si longtemps, à une prise de conscience nationale et à un sursaut républicain, en vue de réunir les conditions favorables à l'émergence d'une alternative démocratique

et citoyenne, seule issue pour sortir de la crise, qu'un coup d'Etat constitutionnel ne manquera pas d'aggraver. Aussi, aujourd'hui, il lance un appel :

- A tous les éventuels candidats appartenant à la mouvance démocratique pour ne pas se prêter à la mascarade qui se prépare, en participant à une parodie d'élection, dont le résultat est connu d'avance.
- A tous les responsables de partis politiques, de syndicats et d'associations pour s'unir pour défendre notre pays et en sauvegarder les valeurs démocratiques et républicaines.

Faut-il rappeler que Tahar Djaout, parlant de la famille qui recule et de la famille qui avance, avait écrit quelques jours avant sa mort :

«Si tu dis tu meurs, si tu ne dis pas, tu meurs, alors dis et meurs !»

Les citoyennes et citoyens qui croient en ces valeurs font partie de la famille qui avance !

Enfin, le CCDD en appelle aux Algériennes et Algériens, toutes générations confondues, fidèles au serment de Novembre 1954, pour s'opposer au viol de ce pourquoi leurs pères et leurs mères ont sacrifié le meilleur d'eux-mêmes, en s'organisant en Collectifs d'Initiatives Démocratiques pour résister, ensemble, au hold-up constitutionnel et boycotter la prochaine mascarade électorale, afin d'empêcher l'usurpation d'une présidence à vie.

Alger le 11.11.2008
Le Bureau national